

05/2026

Synthèse de l'actualité internationale de mai 2026

lundi 1er juin 2026, par [Axelle DEGANS](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Axelle DEGANS](#), **Synthèse de l'actualité internationale de mai 2026**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 1er juin 2026.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via [la page suivante](#). Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Basculement dans le golfe Persique ; Une guerre peut en cacher une autre ; Le traité de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR ; Le viol est une arme de guerre ; La Chine est bien un « empire du Milieu » ; etc.

Voici la précieuse synthèse d'Axelle Degans qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique mondiale, voire passent un examen ou concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre Lettre d'information hebdomadaire.

Basculement dans le golfe Persique

Les Émirats arabes unis (EAU) annoncent en mai 2026 sortir du cartel de l'OPEP (Organisation des pays producteurs et exportateurs de pétrole). Ils y ont adhéré en 1967. Si on ne compte pas les membres de l'OPEP+ (une dizaine de pays dont la Russie) les EAU sont un producteur important aux côtés de l'Arabie saoudite. Cette sortie de l'OPEP reflète une mésentente croissante entre émiratis et saoudiens, pourtant engagés conjointement dans une aventure militaire au Yémen. Elle montre la prise de conscience de la vulnérabilité du modèle des pétromonarchies, aux niveaux géoéconomique et géopolitique. Le conflit avec l'Iran, qui bombarde ses voisins arabes du Golfe, pose aussi la question de l'entente sécuritaire avec les Etats-Unis et économique avec les pays asiatiques. La sortie des EAU de l'OPEP, sans prévenir Riyad, pourrait lui donner la possibilité d'augmenter sa production de pétrole. Abu Dhabi s'est tourné vers Israël et la France pour trouver une protection face à l'Iran.



Dr. Axelle Degans
Degans/Diploweb

Une guerre peut en cacher une autre

L'Ukraine souffre d'une moindre exposition médiatique avec le déclenchement du conflit dans

le Golfe persique (28 février 2026) qui mobilise les ressources militaires des Etats-Unis. Aucune sortie de conflit n'est en vue dans un temps court en Ukraine comme dans le Golfe faute de belligérants convaincus de la nécessité d'arrêter les combats, de même au Proche-Orient. Les conflits s'enlisent et cela se traduit paradoxalement par une escalade de la violence car les trêves ne sont pas respectées. Les civils souffrent, le sud-Liban se transforme en champ de ruines, preuve de la violence de l'affrontement. Les frappes ukrainiennes s'intensifient comme les frappes russes sur des cibles économiques et civiles. La guerre des drones s'inscrit dans un contexte de déblocage progressif de 90 milliards d'euros en faveur de l'Ukraine

En plein guerre, l'Ukraine est sur tous les fronts diplomatiques, conquérant aussi des marchés de vente d'armes auprès des pétromonarchies qui lui achètent ses drones *low cost* et ses moyens d'interception de drones. Le président Ukrainien s'impatiente voulant que l'Ukraine devienne membre de l'Union européenne dès 2027, bien que ne respectant pas de nombreux critères que ce soit politiques (État de droit, démocratie, respect des minorités...) ou économiques (corruption, économie de marché viable...). Le départ du hongrois Viktor Orban a déjà permis l'octroi des 90 milliards dont la première tranche sera versée en juin 2026 (ce qui n'est pas sans expliquer la recrudescence des attaques russes) et devrait lever le veto hongrois à l'intégration de l'Ukraine à l'Europe communautaire après un processus le plus court de son histoire. Pourtant, le veto d'Orban cachait les réticences des grands pays, contributeurs nets, éloignés de la frontière orientale et qui mesurent l'ampleur des défis d'intégrer un pays aussi vaste et dévasté, aussi peuplé, aussi pauvre et éloigné des standards communautaires bien que la présidente de la Commission européenne ait défendu une « adhésion inversée » avant même que les critères d'adhésion ne soient remplis (mécanisme similaire avec la signature des accords de libre-échange qui suscite la défiance d'une partie des Européens), refusée par plusieurs membres de l'UE. V. Zelenski refuse une adhésion à petits pas et veut imposer une intégration de l'Ukraine pleine et entière, surtout très accélérée. Il dispose, en effet, déjà de l'accès au marché communautaire pour ses produits agricoles (notamment les poulets qui ont mis à mal la filière avicole de plusieurs pays de l'Union, dont la France). Il refuse l'« adhésion progressive » proposée par Berlin et Paris, puis le statut de membre associé proposé par l'Allemagne qualifiant cette proposition « d'injuste ». Ces quatre années de guerre font de l'Ukraine un combattant aguerrri qui vend ses armes et savoir-faire militaire, et veut devenir un grand de l'armement et de l'armée de l'Europe communautaire, rôles déjà occupés par la France, et convoités par d'autres comme l'Allemagne et la Pologne. Le secrétaire général de l'OTAN propose que chaque membre consacre 0,25% de son PIB à aider l'Ukraine, ce que les plus importantes économies de l'UE seront en peine de faire en raison de l'état de leurs finances publiques.

MINARM. DGRIS. Podcast : Horizons Stratégiques

[La sécurité européenne : un changement d'époque ?](#)

La sécurité européenne connaît une recomposition profonde. Le retour de la guerre sur le continent et l'évolution de la posture américaine conduisent l'Union européenne à renforcer sa capacité d'action et à consolider son autonomie stratégique. Réarmement, nouveaux formats

de coopération, dissuasion avancée : cet épisode analyse les conséquences de ces évolutions pour la sécurité européenne.

Les invités : Guillaume Ollagnier, directeur général des relations internationales et de la stratégie et Tara Varma, directrice de la prospective stratégique du German Marshall Fund.

Le traité de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR entre en vigueur « à titre provisoire » le 1er mai 2026

Le traité de libre-échange entre l'UE et le MERCOSUR a été signé entre la présidente de la Commission européenne, Madame von der Leyen, et le Mercosur - zone d'intégration régionale d'Amérique du Sud - en juillet 2025. Le processus politique habituel est que cet accord soit ensuite ratifié par les Parlements nationaux de tous les États membres avant d'entrer en vigueur sur le sol communautaire. Une nouvelle fois, l'entrée en vigueur « provisoire » précède la ratification à l'échelle nationale, ce qui n'est pas sans rappeler le précédent avec le CETA - le traité de libre-échange signé entre l'UE et le Canada - qui avait provoqué une hostilité forte au sein de l'Union, et particulièrement forte en Wallonie, vent debout contre la signature de cet accord. La Commission européenne avait là aussi accéléré la procédure pour contrer les protestations internes. Aujourd'hui, la signature de cet ALE - accord de libre-échange - a été particulièrement houleuse, soutenue par l'Allemagne et l'Espagne, et les industriels en général qui espèrent sécuriser leur approvisionnement en matières premières minérales. Il suscite la colère du monde agricole européen, et une fronde notamment en France et en Pologne, peu convaincues par les garanties négociées par Bruxelles. Le Parlement européen n'apporte pas davantage un plein soutien et saisit, en janvier 2026, la Cour de justice européenne pour en vérifier la légalité. Ursula von der Leyen a donc choisi la mise en œuvre de ce traité avant même la décision rendue par la justice. C'est légal, mais pour autant est-ce légitime ?

Le viol est une arme de guerre

L'ONG israélienne Commission civile a mené une enquête et publié un rapport de 280 pages sur [les violences](#) perpétrées par le Hamas lors de l'attaque du 7 octobre 2023 et lors de la détention des otages. Le rapport est accablant, les viols, violences sexuelles et sexistes ne sont pas marginales mais au contraire massives, ce que révèlent les cadavres des personnes assassinées et les témoignages recueillis auprès des personnes survivantes. L'agression du 7 octobre 2023 a été d'une rare violence, en particulier concernant les participants du festival Nova. Les viols ont été systématiques, très violents, souvent collectifs, ils ne doivent rien au hasard ou à l'impulsivité, il est tout à fait possible qu'ils relèvent d'un mode opératoire pour s'attaquer aux corps, surtout des femmes et fillettes, pour mieux détruire. Ces agressions se sont souvent doublées de mutilations sexuelles et d'actes de [torture](#), trop nombreux pour ne pas penser qu'ils ont été à minima encouragés voire organisés. Les deux cent cinquante otages ont eu non seulement des conditions de captivité très dures mais pour beaucoup ont subi des violences sexuelles et viols, y compris les hommes, pour mieux humilier ceux que les membres du Hamas avaient enlevés. [1] La reconstruction des victimes sera longue et laborieuse. Le viol, utilisé comme arme de guerre, n'est hélas pas une nouveauté, comme le montre leur

sinistre répétition au Congo Kinshasa sur plusieurs décennies. Les femmes sont souvent les premières victimes de ces violences, les Yézédies ne le savent que trop.

La Chine est bien un « empire du Milieu »

Alors que la Chine reçoit en mai 2026 le président américain, Xi Jinping déclare « nous pensons que la relation sino-américaine est l'une des plus importantes du monde » et d'ajouter « il faut l'améliorer au lieu de la détériorer, nous devons coopérer au mieux de nous affronter ». Si la question de Taiwan est « mal gérée » le risque d'affrontement est clair. Le Taiwan relation Act (1979) ne reconnaît pas Taipei mais oblige les Etats-Unis à venir au secours de l'île si elle est menacée.

Détroit de Formose et détroit d'Ormuz sont en fait liés dans l'actualité géopolitique.

Peu après la venue du président américain à Pékin, le président russe, Vladimir Poutine, se rend en Chine pour rencontrer Xi Jinping. Le contexte est complexe. La Russie compte sur le soutien chinois pour continuer la guerre qu'elle mène en Ukraine. Le conflit dans le golfe persique diminue les livraisons d'hydrocarbures à la Chine, cette rencontre est très probablement l'occasion de discuter des livraisons de l'énergie russe, du gazoduc Force de Sibérie II. Les économies sont complémentaires, mais pas forcément dans un sens favorable à Moscou, pourtant « grand frère » de la Chine de Mao au temps de Staline. Xi Jinping entend jouer sur les condamnations occidentales qui frappent la Russie pour obtenir des prix très bas sur le gaz russe. Le président russe déclare : « La locomotive de la coopération russo-chinoise est dans le secteur de l'énergie ». Un « partenariat sans limite » conclut au début de l'année 2022, trouve ici une nouvelle illustration. En fait [la guerre en Ukraine, et en conséquence les sanctions occidentales contre Moscou, amène la Russie à se tourner vers son tropisme asiatique](#), alors qu'elle privilégie [depuis Pierre Le Grand son tropisme européen](#).

Ces deux visites à quelques jours d'intervalle à Pékin rendent lisible ce triangle entre les trois grandes puissances géopolitiques de notre monde, un triangle dans lequel la Russie n'a pas le même poids que les deux autres pôles. Un grand absent, l'Union européenne, méprisée par ces trois grandes puissances aux tendances prédatrices.

Bombes turques

[La Turquie](#), membre de l'OTAN présente une fusée « intercontinentale » ICBM, Yildirimhan, capable de frapper à 6000 kms, comme les Russes et les Chinois.

La police turque s'est saisie de l'opposant politique Ozgur Ozel au siège du parti républicain du peuple, le parti de Kemal Atatürk, le père de la Turquie moderne. Il s'agit d'un séisme politique qui éloigne encore un peu plus [la Turquie](#) de la démocratie et de l'État de droit. Quid de sa candidature à l'UE ?

Une nouvelle épidémie d'Ébola

En mai 2026, la République démocratique du Congo (RDC) est de nouveau l'épicentre d'une épidémie d'Ébola, une fièvre hémorragique, dans la province orientale de l'Ituri. Il s'agit de la dix-septième épidémie d'Ébola depuis 1976, elle n'est pourtant pas la résurgence de l'épidémie

précédente mais bien un nouveau cas de transmission de l'animal à l'homme. L'habitude de la consommation de viande de brousse est peut-être une explication. La crainte de la régionalisation de cette épidémie est réelle et inquiète l'OMS qui a dépêché sur place des personnes qui ont déjà constaté la propagation de l'épidémie aux capitales congolaise de Kinshasa et ougandaise de Kampala. Les premiers cas ont été aussi recensés au Nord-Kivu qui jouxte la province d'Ituri. Celle-ci est le théâtre d'un conflit qui se déroule à bas bruit, mené par des miliciens qui sur fond de rivalités ethniques font régner la violence en utilisant des enfants-soldats et permettent l'exploitation des richesses locales dont l'or. Cette région incarne la « malédiction des matières premières ».

L'Afrique à l'honneur

Hier, Valéry Giscard d'Estaing crée les sommets France-Afrique lors desquels les dirigeants français et africains se rencontrent pour faire perdurer les liens politiques et économiques entre Paris et l'Afrique francophone. Aujourd'hui le président français, Emmanuel Macron, se rend au Kenya pour un sommet Afrique-France, « Africa forward », où l'anglais domine... La symbolique est forte. Le président français y déclare que [l'ère du « pré-carré » français est terminée](#) ».

Au Sénégal, le président Bassirou Diomaye Faye vient de limoger en mai 2026 son Premier ministre Ousmane Sonko. L'ancien président Macky Sall a pu rendre son principal opposant politique, Ousmane Sonko inéligible lors des dernières élections présidentielles. Les Sénégalais ont donc élu un ticket Faye-Sonko. En fait, Sonko bénéficie d'une popularité qui aurait pu le conduire à devoir prendre la direction de son pays, il est à la tête de son parti, et à ce titre de nombreux députés sont ses obligés. Pourtant c'est le président qui bénéficie de la légitimité démocratique. Les tensions entre les deux têtes de l'exécutif sont visibles depuis l'été 2025. La dégradation de la situation économique achève de séparer les deux hommes, le président nomme Premier ministre Amadou al Aminou Lo, qui a été en poste à la Banque centrale d'Afrique de l'Ouest, pour rassurer les investisseurs et gagner la confiance de la communauté internationale. Le Sénégal faisait figure de havre de paix politique à proximité de ses voisins sahéliens frappés par une épidémie de putsch. La situation politique est très tendue en plus d'une situation économique complexe.

Les pays andins sont dans une délicate passe

En mai 2026, l'Équateur a été obligé de mettre en place un couvre-feu dans la capitale face aux violences et aux nombreux barrages routiers.

Au Pérou, l'élection présidentielle témoigne des grandes difficultés du pays.

En Bolivie, une grève générale s'est doublée en mai 2026 d'une série de blocages routiers, une mobilisation populaire qui s'organise pour dénoncer la grande précarité d'une partie importante de la population bolivienne. L'ancien président Evo Morales, qui a laissé son pays dans une situation économique très difficile, jette de l'huile sur le front des contestations. La communauté internationale assure de son soutien le président Rodrigo Paz, démocratiquement élu.

La France et la « fée électricité »

Elle avait déjà charmé Paris lors de l'exposition universelle de 1900. Raoul Dufy la met de nouveau à l'honneur avec une œuvre gigantesque lors de l'exposition universelle de 1937. Aujourd'hui, le président Emmanuel Macron veut mobiliser une « équipe France de l'électrification ». La crise du golfe persique est analysée comme l'opportunité pour accélérer la transition énergétique vers l'électricité au détriment des hydrocarbures importés : un pari vers davantage de souveraineté énergétique « souveraineté, de la décarbonation, de la compétitivité et de la réindustrialisation ». Sont ainsi convoqués à l'Élysée tous les acteurs de la filière de l'électricité, des producteurs aux fournisseurs ... avec une mise à l'honneur de la mobilité électrique.

Au même moment, la mise en liquidation judiciaire de la start up Carbon met en péril le projet de gigafactory de Fos sur Mer qui devait non seulement recréer une dynamique d'industrialisation - une réindustrialisation tant espérée et annoncée - génératrice de plusieurs milliers d'emplois grâce à la construction de millions de panneaux solaires en France mais aussi de se positionner de façon intéressante sur le créneau de la « réindustrialisation par l'écologie », tout un programme pour une [Union européenne qui défend son « pacte vert »](#). Daniel Bour qualifie cet échec de « désastre », le dirigeant de Carbon dénonce le cadre normatif très contraignant de l'Union européenne malgré l'Industrial Accelerator Act communautaire, insuffisant face à la pression chinoise. On se souvient du rapport rendu en février 2026 par Clément Beaune, Commissaire au Plan, qui alarmait sur la vulnérabilité de l'industrie européenne face à la concurrence chinoise. Beaucoup d'argent public déjà dépensé en pure perte, [la réindustrialisation ne se décrète pas](#), elle est lente et laborieuse et nécessite un tissu socio-économique de sous-traitants et une main d'œuvre adaptée aux besoins, comme des commandes qui permettent aux entreprises de préparer l'avenir.

L'Intelligence artificielle et nous

Le pape Leon XIV publie en mai 2026 une encyclique Magnifica humanitas (« Magnifique humanité »), peut-être appelée à marquer le monde comme celle de Leon XII Rerum novarum en mai 1891. Leon XIV met en garde l'humanité face aux risques portés par l'intelligence artificielle (IA) qu'il appelle à « désarmer ». Ce plaidoyer pour l'humain n'est pas pour autant une tribune « antiscience » ou « anti-technologie », il n'appelle ni au luddisme (la destruction) ni au à l'abandon de l'IA, mais plutôt à son usage raisonné, au service des êtres humains.

Sur Spotify

Planisphère. Pourquoi les femmes sont-elles stratégiques dans le cyber et l'IA ? Avec G. Belaid

Lire [la synthèse rédigée sur Diploweb.com](#)

Le contexte est celui d'une progression fulgurante de l'utilisation de l'IA dans l'économie qui, pour ses défenseurs doit permettre d'importants gains de productivité et ses contempteurs détruire beaucoup d'emplois notamment concernant les jeunes cadres. Autre contexte, celui de la première utilisation massive de l'IA dans la conduite d'une guerre avec le conflit dans le golfe persique. Les frappes sont définies et guidées avec l'IA, ce qui pose la question de l'humain dans la prise de décision. La France défend l'intervention humaine dans la définition, in fine, de l'usage de SALA (armes autonomes) alors qu'une autonomisation complète fait gagner du temps dans les frappes et peut être décisive sur le terrain... L'IA est aussi déjà utilisée, notamment en Chine, pour le contrôle de population. L'IA est aussi un outil prédictif utilisé en sciences du vivant, en chimie, en médecine avec déjà de beaux résultats, la recherche scientifique en est bouleversée. L'IA pose fondamentalement la question de l'éthique et de la place de l'humain, dans la société, dans l'économie comme dans la guerre. L'IA fait craindre à certains une possible relégation de l'humain dans des tâches peu valorisantes, une rapide perte de capacités réflexives, voire une domination de l'IA.

Ne pas oublier

Le journaliste Christophe Gleizes est toujours aux mains d'Alger, condamné à sept ans d'emprisonnement, il est un otage.

Bonnes nouvelles

Ariane VI a réussi en mai 2026 son envol, avec une version nouvelle de quatre boosters qui lui ouvre de nouvelles performances. Une bonne nouvelle pour l'ESA.

La gigafactory AESC du Douaisis est la première en France à produire le premier gigawattheure.

Copyright Juin 2026-Degans/Diploweb.com

Encore plus

Voir les synthèses de [septembre 2024](#), [octobre 2024](#), [novembre 2024](#), [décembre 2024](#), [janvier 2025](#), [février 2025](#), [mars 2025](#), [avril 2025](#), [mai 2025](#), [juillet-août 2025](#), [septembre 2025](#), [octobre 2025](#), [novembre 2025](#), [décembre 2025](#), [janvier 2026](#), [février 2026](#), [mars 2026](#), [avril 2026](#), [mai 2026](#),

P.-S.

Docteure en Géopolitique de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Membre du Conseil scientifique du *Diploweb.com*. Agrégée d'histoire, Professeure de chaire supérieure au lycée

Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Auteure de nombreux ouvrages.

Notes

[1] NDLR : Des violences sexuelles seraient mises en œuvre dans les prisons israéliennes. Cf. Luc Bronner, Pourquoi l'ONU met en cause Israël à propos des violences sexuelles commises contre des prisonniers palestiniens, *Le Monde*, 30 mai 2026. Se fondant sur les investigations du haut-commissaire aux droits de l'homme et des observateurs des droits de l'homme, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a placé l'Etat hébreu sur la « liste noire » des parties suspectées ou responsables de violences sexuelles commises lors de conflits armés. « En 2025, l'Organisation des Nations unies a vérifié de multiples cas de violences sexuelles liées aux conflits, y compris comme forme de torture, infligées à 14 hommes, 7 femmes, 9 garçons et 1 fille originaires de la bande de Gaza et de Cisjordanie. Treize de ces cas se sont produits en 2025, et 18 en 2023 et 2024 », détaille le secrétaire général Antonio Guterres.